

Paris, le 30 août 1994

*Le Conseiller à la Présidence*

**NOTE**  
à l'attention de  
**Monsieur le Président de la République**

(s/c de Monsieur le Secrétaire Général)

*Agnew  
hr*

(12)

**OBJET : Rwanda**

**I - Situation :**

- Après le départ des troupes françaises l'exode annoncé n'a pas eu lieu, essentiellement parce que les troupes du Front patriotique rwandais (FPR) ne sont pas entrées dans la zone humanitaire. La situation demeure toutefois très fragile : le HCR ne relève aucun mouvement significatif de retour des réfugiés (menacés par les milices dans les camps ou dirigés dans des centres de tri au Rwanda s'ils acceptent de rentrer), alors que plus d'un millier de rwandais quittent quotidiennement la zone contrôlée par le FPR à l'est du pays pour rejoindre les camps de Tanzanie.

- 3700 casques bleus sont actuellement déployés au Rwanda. L'ONU a confirmé que le bataillon inter-africain resterait dans sa zone de déploiement actuelle (Kibuye) et ne serait pas relevé comme l'avait souhaité le chef du FPR, Paul Kagame.

- A Kigali, le gouvernement ne dispose d'aucun moyen d'action (absence d'administration, de moyens matériels), et reste

dominé par le FPR hostile à une réelle ouverture en direction de la majorité hutue.

## II - Questions

### - Date du retrait du Zaire de notre dispositif

L'Etat major prévoit un retrait progressif, du 15 au 30 septembre, de notre détachement ( 500 hommes à partir du 4 septembre) qui assure le contrôle de l'aéroport de Goma, une aide humanitaire et le soutien logistique du bataillon africain francophone. Rester au-delà du mois de septembre n'est pas souhaitable d'autant que les relations entre militaires zairois (prédateurs) et français (de plus en plus sollicités pour le maintien de l'ordre) se tendent. Cependant les Nations-unies ne nous ont pas encore donné l'assurance que la prise en charge du bataillon africain sera effective avant la fin septembre.

### - Accréditation d'un ambassadeur rwandais à Paris.

Elle est sollicitée par le gouvernement rwandais.

La question de notre contribution à la reconstruction du Rwanda sera également posée prochainement. Pour des raisons budgétaires elle devrait être très limitée sur un plan bilatéral et s'exprimera essentiellement dans le cadre européen.

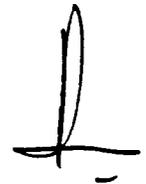
### - Désarmement et démantèlement des forces armées rwandaises (FAR).

La présence au Zaire des FAR (28 000 personnes avec les familles), avides de revanche, pose problème aux organisations humanitaires et aux autorités zairoises. Des négociations sur leur désarmement entre le gouvernement de Kigali et celui de Kinshasa (qui se sont déroulées à Goma ces derniers jours en présence d'officiers américains), n'ont pas abouti. Les américains, pour lesquels l'Ouganda est devenu le point d'ancrage de leur politique dans cette partie de l'Afrique, nous demanderont très certainement de faire pression sur le Président Mobutu pour que le Zaire contrôle puis disperse ces troupes rwandaises qui constituent une menace tant pour "le nouveau Rwanda"

que pour le Burundi. Il est possible que Washington en fasse une condition de son aide au gouvernement zairois de M. Kengo Wa Dondo. Pour notre part il n'y a pas lieu de nous impliquer sur ce terrain, d'autant plus que la logique des accords d'Arusha prévoit la fusion et l'intégration des Forces armées rwandaises et du FPR.



Général QUESNOT



Bruno DELAYE

Au cours de la réunion du mardi soir à Matignon le  
dernier Ministre a indiqué que le chef de file EYADEMA lui avait écrit.

